

SERBIE : FICHE PAYS – JUIN 2025



Catégorie OCDE (2025) : 4/7
 Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : BBB- / Ba2 / BB+
 Change : Dinar serbe (RSD) / Régime de change flottant administré
 Horizon de l'objectif de neutralité carbone : -13,2 % d'émissions d'ici 2030

FORCES

- Economie relativement diversifiée et secteur des TIC en plein essor
- Ressources naturelles (charbon, bauxite, lithium)
- Processus d'adhésion à l'UE qui tend à favoriser les réformes
- Flux importants d'Investissements directs

FAIBLESSES

- Manque de productivité des industries extractives et manufacturières
- Vieillesse et baisse de la population
- Tensions sociales et politiques et relations conflictuelles avec le Kosovo

SYNTHÈSE : Évolution des risques : stable

Environnement macroéconomique et financier :

- **Vulnérabilité de la croissance** : la croissance pourrait un peu marquer le pas en 2025 (+3,2% après +3,9 %) compte tenu d'un environnement extérieur moins porteur. L'activité resterait cependant soutenue par l'investissement, qui devrait être favorisé par l'assouplissement attendu de la politique monétaire et la réalisation des programmes d'investissement en vue de l'Exposition Universelle (EXPO 2027). L'activité pourrait ainsi rebondir en 2026 (+3,8%). A moyen terme, les perspectives restent portées par les réformes liées au processus, même lent, d'adhésion à l'UE, mais seraient contraintes par une évolution démographique peu favorable.
- **Vulnérabilité des comptes publics** : le gouvernement a réalisé d'importants efforts de consolidation budgétaire qui ont permis de ramener le solde public en dessous de -2% en 2024. La hausse des salaires de la fonction publique et des retraites devrait creuser le déficit, qui resterait toutefois modéré, inférieur à -3% du PIB en 2025-26. Le ratio de dette publique est orienté à la baisse depuis le pic de 2020 (57%). Il pourrait se stabiliser autour de 44% du PIB en 2025.
- **Vulnérabilité extérieure** : la baisse des prix du pétrole ne devrait pas être suffisante pour compenser les conséquences du tassement attendu de la demande des partenaires, essentiellement européens. Exportateur notamment de pièces détachées pour l'automobile, le pays devrait souffrir des mesures de politique commerciale américaine. Le déficit courant pourrait ainsi se creuser et avoisiner -6% en 2025-26 (-4% en 2024). Les flux d'IDE restent élevés et la dette extérieure se stabilise autour de 60% du PIB. Sa structure est en outre favorable (maturités longues, créanciers officiels majoritaires). La banque centrale maintient la stabilité du cours du RSD/EUR grâce à de confortables réserves de change (plus de 6 mois d'importations).
- **Vulnérabilité du secteur bancaire** : Le secteur bancaire reste résilient. Le ratio des prêts non performants est peu élevé (de l'ordre de 3%). Les banques serbes bénéficient d'un bon niveau de capitalisation.

Environnement politique et gouvernance :

- **Stabilité socio-politique** : Le président Vučić dirige le pays depuis 2014. Les mouvements de contestation se multiplient depuis les dernières élections législatives de 2023 et ont pris de l'ampleur fin 2024. La démission du Premier ministre en janvier 2025 n'a pas calmé les revendications de la population, notamment contre la corruption, et réclame la dissolution de l'Assemblée. Les relations entre la Serbie et le Kosovo restent difficiles, freinant le processus d'adhésion de la Serbie à l'UE, qui n'est par ailleurs pas favorisé par les relations étroites du pays avec la Russie et le rapprochement avec la Chine.
- **Climat des affaires** : Le climat des affaires reste fragile en Serbie, le pays faisant notamment face à un niveau élevé de corruption. Les réformes lancées pour l'adhésion à l'UE devraient renforcer la gouvernance, mais à moyen terme et sous réserve que le processus évolue favorablement.

Environnement et politique du climat :

- **Vulnérabilité climatique** : La Serbie est un émetteur relativement fort de CO2 (36^{ème} sur 160 pays pour les émissions par habitant) en raison du poids des centrales à charbon dans son mix énergétique. La Serbie s'est engagée à réduire ses émissions d'ici 2030 de 13,2% par rapport à 2010.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux partenaires commerciaux + France

Part moyenne des échanges de marchandises entre 2020 et 2024 (% du total)

Exportations		Importations	
Allemagne	13,9%	Allemagne	13,0%
Italie	7,3%	Chine	12,6%
Bosnie-Herzégovine	7,0%	Italie	7,5%
Roumanie	5,2%	Russie	5,4%
France (14 ^{ème})	2,8%	France (9 ^{ème})	2,8%

Source: Intratrade, CNUCED

Part des échanges de marchandises entre 2020 et 2024 (% du total)

Exportations		Importations	
Matériels élect.	15,6%	Combustibles	11,3%
Matériels mécan.	7,8%	Matériels élect.	9,4%
Matières plastiques	4,8%	Matériel mécan.	9,2%
Caoutchouc	4,4%	Matières plastiques	5,6%
Véhicules auto	3,6%	Véhicules auto	4,7%

Source: Intratrade, CNUCED

TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

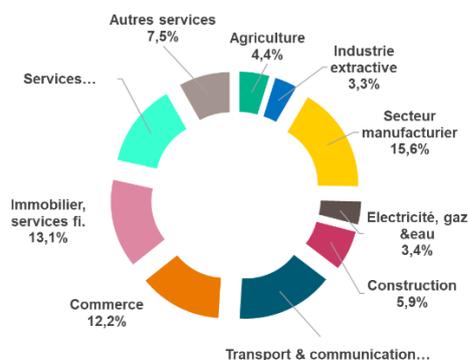
SERBIE	2021	2022	2023	2024(e)	2025(p)	2026(p)
STRUCTURE ECONOMIQUE						
PIB (Mds USD, courant)	66	67	81	89	93	100
<i>Rang PIB mondial</i>	84	88	83	81	80	80
Population (Mns)	6,8	6,7	6,6	6,6	6,5	6,5
<i>Rang Population mondiale</i>	102	102	102	101	100	102
PIB / habitant (USD)	9 633	10 024	12 282	13 545	14 173	15 416
Croissance PIB (%)**	7,9	2,6	3,8	3,9	3,2	3,8
Inflation (moyenne annuelle, %)	4,1	12,0	12,4	4,7	4,0	3,3
Part exportations manufacturées (% total exp.)	NA	NA	NA	NA	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES						
Dette publique (% PIB)**	54,5	52,9	48,4	47,5	47,5	47,4
Solde public (% PIB)**	-3,9	-3,0	-2,1	-2,0	-3,0	-3,0
Charge de la dette publique (% recettes budg.)	4,7	3,4	4,3	4,6	5,1	5,0
POSITION EXTERNE						
Solde courant (% du PIB)**	-4,1%	-6,5%	-2,5%	-6,3%	-6,1%	-5,9%
IDE (% du PIB)	6,5%	6,7%	5,6%	5,3%	5,1%	4,8%
Réserves (en mois d'importation B&S)	5,8	5,2	6,7	6,8	6,6	6,3
Dette extérieure totale (% PIB)	68%	72%	62%	62%	60%	59%
Dette extérieure CT (% PIB)	3,0%	NA	NA	NA	NA	NA
Taux de change	103,9	110,2	105,9	112,4	0,0	0,0
SYSTEME BANCAIRE						
Fonds propres / actifs pondérés	20,8	20,2	21,4	NA	NA	NA
Taux de NPL	3,6	3	3,2	NA	NA	NA
ROE	7,8	13,9	18,1	NA	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)	114	111	108	NA	NA	NA
CLIMAT						
Rang émissions de CO2 par hab. (160 pays) ^a	NA	NA	NA	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	86	92	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (64 pays) ^c	NA	NA	NA	NA	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions ; Sources : FMI (WEO Avril 2025, rapport pays décembre 2024) ; *Banque Mondiale ;

** Com. Europ. Spring forecast 2025

a : Banque Mondiale, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch

Serbie : part des secteurs dans le PIB (2023)



Source : Statistical Office of the Rep. of Serbia



1. SITUATION ECONOMIQUE

- **Une économie diversifiée**

Le secteur agricole pèse environ 4% du PIB. L'industrie manufacturière (de l'ordre de 16% du PIB) est dominée par la **métallurgie** (en particulier la fabrication de pièces pour l'industrie automobile), la fabrication de **meubles**, la **chimie** et les produits en caoutchouc (pneus notamment). Le secteur extractif (3% du PIB) devrait prendre de l'ampleur avec l'annonce par le gouvernement, en juillet 2024, de la relance du projet de **mine de lithium (vallée de Jadar)** qui doit être exploitée par la compagnie Rio Tinto, malgré la forte opposition de la population. La Commission européenne soutient cette opération qui pourrait permettre aux pays européens de s'approvisionner en lithium, indispensable pour la production de batteries pour les véhicules électriques. Un accord de partenariat a été signé entre la Serbie et l'UE en juillet 2024¹. Le pays pourrait également développer la transformation locale du lithium, dont la production devrait commencer en 2028. **L'activité des services est orientée vers le commerce, l'immobilier et les services financiers.** Les services d'informatique/ télécommunications sont en plein essor.

- **Un léger ralentissement attendu en 2025 mais une reprise en 2026**

En 2025, la consommation des ménages devrait rester allante (hausse des salaires des fonctionnaires et revalorisation des retraites) mais ne pas accélérer alors que l'inflation peine à ralentir (4% en avril 2025 contre 4,6% en janvier). Les investissements devraient rester soutenus par la perspective de l'Exposition universelle de 2027 (EXPO 2027), mais les contraintes budgétaires pourraient peser sur les investissements publics, au moins en 2025. La reprise de l'assouplissement de la politique monétaire, interrompue depuis septembre 2024 (5,75% contre 6,5% en mai 2024), favoriserait l'investissement privé. Une nouvelle baisse de taux est envisagée en 2025 mais sera fonction de l'évolution des prix. La contribution des exportations à la croissance devrait être limitée en 2025 compte tenu d'une demande extérieure moins dynamique.

Le secteur de la construction bénéficiera de la réalisation des différents projets en lien avec l'Expo 2027. L'évolution du tourisme est plus incertaine, malgré l'augmentation des flux observée depuis 2022. **Le nombre de nuitées**, qui a atteint 4,9 M en 2022, excédant le niveau de 2019 (4 M) a nettement augmenté en 2024 (6,1 M). L'essor du nombre de liaisons aériennes avec l'extension de l'aéroport de Belgrade et les perspectives d'EXPO 2027 devraient favoriser cette

tendance. Toutefois, la dynamique du tourisme dépendra de celle des économies d'origine des potentiels visiteurs. En 2023-24 les touristes étaient originaires notamment de Turquie (9,5%), Russie (8%), Bosnie Herzégovine (7%), Chine (5,5%), Bulgarie (5%) et Allemagne (5%).

La Commission Européenne (CE) table sur une croissance de + 3,2% en 2025 et +3,8% en 2026 (après +3,9 % en 2024).

Les sources d'incertitude sur les prévisions se sont multipliées avec les mesures de politique commerciale de l'administration Trump. L'économie serbe pourrait souffrir des conséquences directes (menace de hausse des droits de douane de 37%) mais surtout indirectes (tassement potentiel de la demande des pays européens). Les tensions sociales pourraient également peser sur l'activité si elles se prolongeaient et/ ou s'accroissaient. Enfin, l'instabilité politique régionale (Bosnie & Herzégovine, conflit en Ukraine) pourrait pénaliser l'attractivité du pays pour les investisseurs.

A moyen terme, la croissance devrait être soutenue par les réformes liées au processus d'adhésion à l'UE dans le cadre du nouveau plan de croissance (NPC) pour les Balkans occidentaux (2024 – 2027). La fragmentation géopolitique pourrait favoriser les approvisionnements et les relocalisations en Europe dans des pays plus proches géographiquement (« *nearshoring* »), favorisant les investissements en Serbie. **Le FMI table sur une croissance annuelle de +4% entre 2026 et 2030.**

La situation démographique serbe représente cependant un défi majeur en raison de la baisse de la population (-11% entre 2002 et 2022) liée à la faiblesse de la natalité et à la forte émigration, notamment des plus jeunes.

- **Un secteur bancaire solide**

Les banques serbes bénéficient d'un **niveau de capitalisation robuste**. Le ratio capital/ actifs pondérés était proche de 22% en septembre 2024, nettement supérieur au ratio minimum réglementaire (8%).

La banque centrale (NBS) a introduit des mesures fin 2023 pour limiter les conséquences sur les ménages de la hausse des taux, en plafonnant les intérêts pour certains prêts immobiliers jusqu'à fin 2024. La mesure a contribué à maintenir **le taux de NPL à un niveau bas, autour de 3% en mars 2024** (5,7% en 2018). Le ratio de liquidité moyen du secteur bancaire atteignait 2,4% en septembre 2024, un niveau bien supérieur au minimum requis (1,2 %). **La progression des dépôts et des prêts en dinar témoigne de la confiance dans la monnaie** et le secteur bancaire national, ainsi que de l'efficacité des mesures destinées à favoriser la monnaie

¹ [La Serbie et l'UE signent un partenariat sur les « matières premières essentielles » – Euractiv FR](#)



nationale (rémunération des réserves en dinar, acomptes et exigences de provisionnement sur les prêts en devises). A fin septembre 2024, 42% des prêts et 44% des dépôts étaient libellés en dinar, contre respectivement 35% et 38% fin 2022.

2. FINANCES PUBLIQUES

- **Un déficit public qui reste modéré**

Le solde budgétaire s'est rapidement amélioré après le dérapage observé en 2020 (-7% du PIB) en lien avec la crise Covid. Le déficit, ramené à -2% du PIB en 2024, grâce notamment à la progression des recettes fiscales (TVA), pourrait progresser à nouveau en 2025-26.

Le budget 2025 prévoit une hausse des salaires dans le secteur de l'éducation (+11%) et le reste de la fonction publique (+8%) ainsi que la revalorisation des retraites (+11%). Le vieillissement de la population implique en outre une tendance à la hausse des dépenses de santé.

La situation financière de la compagnie d'électricité (EPS), qui s'était améliorée en 2023, a souffert des conséquences de la sécheresse qui l'ont contraint à acheter de l'électricité à l'étranger. Certains de ses crédits bénéficient de la garantie de l'Etat (au titre d'une installation de panneaux solaires notamment).

La Serbie reste néanmoins engagée dans la voie de la consolidation budgétaire dans le cadre de l'accord conclu avec le FMI² et du processus d'adhésion à l'UE. Le gouvernement a lancé des mesures destinées à améliorer la mobilisation des recettes, qui sera en outre favorisée par l'activité économique. **L'Etat cible un déficit à -3% en 2025 - 2027** (correspondant aux prévisions de la CE) **puis -2,5% en 2028-29.**

- **Stabilisation de la dette publique**

Le ratio de dette publique est orienté à la baisse depuis le pic enregistré en 2020 (57% du PIB). Selon la CE, la dette publique devrait **se stabiliser en 2025-26 autour de 48% du PIB**, soit un niveau inférieur au seuil de 50% que les autorités serbes se sont engagés à respecter vis-à-vis du FMI.

A fin 2024, la dette domestique représentait près de 30% du total de la dette publique. La dette publique extérieure est à 55% concessionnelle répartie à parts équivalentes entre les créanciers bilatéraux (essentiellement Emirats Arabes Unis et Chine) et multilatéraux. Les créanciers privés, majoritairement les détenteurs d'obligations, détiennent le solde. La dette publique serbe est à 70% à taux fixe³.

La charge d'intérêts est modérée, représentant de l'ordre de 5% des revenus, mais en légère progression.

3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Un déficit courant qui se creuse nettement**

La Serbie dispose d'une base d'exportation relativement diversifiée de produits manufacturés : machines, matériel de transport, produits en caoutchouc, ouvrages en métaux... **Le pays est très dépendant des marchés européens** (l'UE représente en moyenne de l'ordre de 64% des exportations du pays et 50% de ses importations sur la période 2020-24), en particulier de l'Allemagne à laquelle il fournit des pièces pour l'industrie automobile. La Chine était en 2024 le premier fournisseur de la Serbie mais seulement son 8^{ème} marché d'exportation.

Les Etats-Unis pèsent moins de 2% du total des exportations mais l'administration américaine a annoncé des droits de douane « réciproques » de 37%. Leur application a été suspendue le 9 avril pour 90 jours mais tous les biens importés de Serbie restent assujettis au taux supplémentaire de 10%. Par ailleurs, des dispositions spécifiques s'appliquent aux pièces détachées automobiles, qui constituent une part importante des biens vendus par la Serbie aux Etats-Unis (équipements pour moteurs, pneumatiques), avec les munitions (en 2023, près de 50% des biens exportés de cette catégorie étaient destinés aux Etats-Unis).

La Serbie pourrait continuer à souffrir du tassement de la demande de ses partenaires européens, en particulier du secteur automobile allemand et de l'Italie. Les importations, dont la forte progression a provoqué le creusement du déficit en 2024, devraient rester dynamiques. Les effets positifs de la baisse des prix du pétrole (plus de 10% des importations) ne devraient pas être suffisants pour améliorer le **déficit courant, qui resterait proche de -6% en 2025-26.**

- **D'importants flux d'investissements directs**

Les flux d'Investissements directs étrangers (IDE) en Serbie ont bondi au cours de la dernière décennie et couvrent en grande partie le déficit courant. Ils étaient estimés à 5,3% du PIB en 2024. Les récentes réformes encouragées par le programme du FMI et la perspective d'adhésion à l'UE, ainsi que la position géographique du pays constituent les principaux atouts du pays pour attirer des IDE. Ils sont concentrés historiquement dans le secteur automobile (plus du tiers des flux en 2022) et plus récemment dans celui de la construction. **Le poids de la Chine dans les flux d'investissement a fortement progressé** (plus de 38% du total en 2024 contre 10% en 2019). La Serbie est l'un des maillons au sein de l'Europe pour le projet chinois de nouvelle route de la soie et les deux pays ont conclu un

² Policy Coordination Instrument conclu fin 2024

³ [Ministry of Finance - Public finance Bulletin May 2024](#)



MoU de coopération et de financement d'infrastructures de transport routier et ferroviaire en octobre 2023. L'UE restait en 2024 la première source d'investissement du pays avec environ 40% des flux. **En 2023, la France représentait 3,3 % du stock d'IDE du pays, soit le 10^{ème} investisseur étranger.** Près de 80 entreprises françaises étaient présentes en Serbie⁴. **Début 2025, la Serbie et la France ont conclu un accord de partenariat** qui doit permettre d'augmenter les flux d'investissement. **La Serbie devrait donc continuer à couvrir une partie importante de ses besoins de financement extérieur par des investissements stables.**

- **Baisse du ratio d'endettement extérieur**

En 2024, le ratio de dette extérieure atteignait 62% du PIB (72% en 2022) et la tendance à la baisse devrait se poursuivre en 2025-26. Le ratio pourrait ainsi être inférieur à 60% en 2026 selon le FMI.

La dette externe est essentiellement (plus de 80% du total) à long terme (> 1 an). A fin 2024 elle était composée à environ 55% de dette publique.

A fin 2024, près de 38% de la dette publique extérieure était une dette obligataire. Les rendements, après avoir augmenté au cours du 1^{er} semestre 2022 se sont stabilisés autour de 6% au 1^{er} semestre 2024. En mai 2025, ils s'établissaient à 5,25%⁵ et restaient supérieurs à ceux de la Bulgarie (3,6%), proches de ceux de la Pologne (5,5%), mais inférieurs aux rendements des titres souverains hongrois (7%).

En octobre 2024, S&P a amélioré son rating souverain de la Serbie à BBB-, plaçant le pays en **catégorie « investissement »**.

- **Politique de stabilité du taux de change**

La NBS maintient un taux de change stable du dinar face à l'euro, grâce à des interventions sur le marché des changes.

Les flux d'IDE, les fonds reçus de différents créanciers, notamment du FMI, ont permis à la Serbie d'augmenter ses **réserves de change qui dépassaient 27 Md€ en mars 2025** (moins de 20 Md€ fin 2022, or exclu), couvrant plus de 6 mois d'importations et offrant à la NBS une certaine marge pour intervenir en cas de besoin sur le marché des changes.

4. ASPECTS POLITIQUES ET GOUVERNANCE

- **Les tensions sociales ne faiblissent pas**

Le président Aleksandar Vučić, au pouvoir depuis 2014, a été réélu en avril 2022 dès le premier tour des élections présidentielles (59 % des voix). Son Parti progressiste (SNS) est également arrivé en tête des élections législatives (43 % des voix), mais a perdu la majorité absolue à l'Assemblée. Le mécontentement

d'une partie de la population n'a cessé de croître depuis, l'opposition dénonçant, en vain, les fraudes lors des élections de 2022 puis des législatives anticipées de décembre 2023.

En 2024, la population s'est à nouveau mobilisée contre un projet de mine de lithium en raison de son impact sur l'environnement, puis pour dénoncer la corruption. Les manifestations se sont multipliées à travers le pays à la suite du décès de 16 personnes en novembre 2024, victimes de l'effondrement d'un auvent en béton dans une gare, quelques mois après sa rénovation. La démission du Premier ministre en janvier 2025 n'a pas suffi pour calmer la mobilisation de la population. Des manifestations d'une ampleur inédite ont été organisées en mars 2025 par les étudiants. La dissolution de l'Assemblée nationale fait partie de leurs revendications. Dans l'hypothèse de nouvelles élections, la division de l'opposition devrait cependant permettre au SNS de conserver la majorité à l'Assemblée. **Les tensions sociales devraient rester vives,** mais ne remettraient pas en cause les perspectives économiques du pays.

La Serbie a déposé sa candidature à l'adhésion à l'UE fin 2009. Le statut de candidat lui a été accordé en mars 2012 et les négociations ont été lancées en 2013.

L'entrée de la Serbie dans l'UE reste la priorité affichée par le Président Vučić et le gouvernement. Toutefois, la proximité du pays avec la Russie et les tensions avec le Kosovo, son ancienne province dont la Serbie ne reconnaît pas l'indépendance, constituent d'importants freins à l'adhésion.

En outre, la signature récente d'un accord de libre-échange avec la Chine risque de ralentir encore les négociations d'adhésion avec l'UE, qui n'est pas attendue en tout état de cause avant 2030.

- **Faiblesse du climat des affaires**

La Serbie est moins bien classée que la Croatie mais mieux classée que d'autres pays de la zone (Bosnie Herzégovine notamment) selon les indicateurs de gouvernance de la Banque Mondiale, à l'exception de l'indicateur de lutte contre la corruption. **Le pays occupe ainsi la 105^{ème} position sur 180 de l'indice de perception de la corruption 2024** de Transparency International (-4 places par rapport à 2022), soit l'un des moins bons classements parmi les pays européens.

La volonté d'intégrer l'UE encourage néanmoins la Serbie à mener des réformes politiques et économiques, qui devraient conduire à une amélioration progressive du climat des affaires, en particulier grâce à l'alignement du pays avec les législations et normes de l'UE.

⁴ Source [DGT](#)

⁵ [Au 20/05/2025 Source worldgovernmentbonds.com](#)

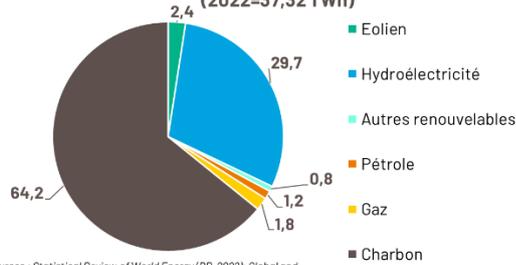


5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

La Serbie a un niveau moyen de vulnérabilité aux changements climatiques (92^{ème} sur 181 pays) selon les indicateurs ND Gain.

La Serbie est un relativement fort émetteur de CO₂ (36^{ème} sur 160 pour les émissions par habitant en 2020, dernière donnée disponible) en raison de sa production d'électricité provenant essentiellement (deux-tiers environ de la production) de centrales à charbon.

Serbie : production d'électricité par sources, en %
(2022=37,32 TWh)



Sources : Statistical Review of World Energy (BP, 2022); Global and European Electricity review (Ember, 2022)

Le président Vučić s'est engagé en 2020 à réduire d'ici 2030 les émissions de GES de la Serbie de 13,2 % par rapport à 2010.

Par ailleurs, la « *Loi serbe pour le changement climatique* » adoptée par le gouvernement en mars 2021, a pour objectif de réduire les émissions de GES et de garantir l'adaptation aux nouvelles conditions climatiques. La loi remplit les obligations de l'Accord de Paris – dont la Serbie est signataire - et harmonise la législation nationale avec la réglementation de l'UE.

La Serbie devrait bénéficier, au titre des fonds relatifs au NPC pour les Balkans occidentaux, de financements pour ses investissements dans les énergies renouvelables.



DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary	Chef économiste	baptiste.thornary@bpifrance.fr
Sabrina El Kasmi	Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays	sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Economies émergentes / Risque Pays

Anne-Sophie Fèvre	<i>Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie</i>	as.fevre@bpifrance.fr
Adriana Meyer	<i>Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est</i>	adriana.meyer@bpifrance.fr
Victor Lequillier	<i>MENA, Turquie, Chine, ASEAN</i>	victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Laetitia Morin	<i>France, pays développés, conjoncture PME</i>	laetitia.morin@bpifrance.fr
Thomas Laboureau	<i>France, pays développés, conjoncture ETI</i>	thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.